



Un non perpétuel

J'ai eu récemment un échange très intéressant avec une collègue. Il était question de l'invariable réponse que fournit la CGT lors de chacune de ses apparitions dans ce grand cirque nommé pompeusement « dialogue social ».

Que ce soient dans les entreprises, ou dans la fonction publique, dans les instances nationales ou locales, la réponse sans surprise de la CGT agace bien au-delà du traditionnel clivage entre les encadrants et les exécutants. Mais cette discussion était si symptomatique de la période que nous traversons, composée de fusion/réorganisation/restructuration, qu'elle mérite un petit retour.

J'indiquais d'abord que la CGT, comme tout syndicat en somme, se compose essentiellement de femmes et d'hommes un peu plus attentifs que d'autres au monde qui les entourent et aux systèmes qui régissent les rapports entre employeurs et employés. Ils consacrent beaucoup de leur temps et donnent beaucoup d'eux-mêmes pour tenter, avec des moyens dérisoires, de faire respecter un certain nombre de règles issues du processus démocratique.

Mais l'évolution du monde du travail vers le modèle ultra-libéral et individualiste a relégué les syndicats, autrefois tout autant forces de proposition, à des positions uniquement défensives. Sous la pression et dans un contexte de crise permanente, les revendications exprimées sont au mieux devenues inaudibles, au pire jugées comme contre-productives, même par l'opinion publique dont les composantes tentent de surnager chacun de leur côté au brassage opéré par le capitalisme globalisé.

Ainsi, de guerre lasse, cette opinion publique finit effectivement par s'agacer que quelques-uns persistent à dire non à tout, au démantèlement de solidarités issues d'une belle idée de partage née de la seconde guerre mondiale, à la casse de l'outil productif du pays, au développement d'une finance déconnectée du monde réel, aux restrictions de libertés des citoyens.

Aujourd'hui, quel que soit son bord, on ne peut que s'offusquer de l'augmentation indécente de certains revenus dont ne profitent qu'une infime poignée pendant que les masses laborieuses se paupérisent et que la misère gagne de manière incroyable dans un pays pourtant riche. L'actualité du moment est symptomatique.

Alors, les femmes et les hommes composant la CGT continueront de dire non. Parce que, quel que soit l'endroit ou la structure dans laquelle on se trouve, nationale, locale, ce qui est proposé au monde laborieux est systématiquement inacceptable. Ce ne sont qu'une suite de remises en causes des fameux acquis sociaux. Ils n'ont pas été distribués avec le sourire et la reconnaissance des puissants, ils ont été conquis, arrachés de haute lutte, quelque fois au prix du sang... par ceux qui, par le passé, ont su dire non et se mobiliser.

Mon interlocuteur me faisait alors remarquer le peu d'effets de toutes ces oppositions, et qu'en somme, tous ces affrontements étaient vains, voire contre-productifs. Il n'y avait qu'à prendre comme exemple le déménagement puis la prochaine fusion des ESI lyonnais : pourquoi s'y opposer puisque, de toute manière, elle se fera ? Un « oui mais » ne serait-il pas plus constructif, pouvant même contribuer à diffuser une image plus « mature » d'un syndicalisme resté à l'âge de « Germinal » ?

Je peine à voir l'aspect constructif induit par un accord sur un projet dont on perçoit sans peine les risques pour les agents en termes de conditions de travail. Acquiescer aux propositions de la direction, c'est se priver de toute discussion, cela ferme à jamais toutes les portes. Dire non, c'est essentiellement se donner une marge, certes mince, qui permet d'informer pour mobiliser. On ne dit jamais « non » par gaieté de cœur. S'exprimer contre un projet, à fortiori contre ceux détenant le pouvoir, est tout sauf une solution de facilité.

.../...

.../...

Donc, dans ce contexte de fusion, et à l'image de ce qui vient de se passer à l'ESI Lyon Part-Dieu ces derniers jours, la CGT dira encore non, et ce d'autant plus fort que ce qui se trame dans cette opération est de la tromperie pure et simple. Cette fusion est réputée se dérouler sans suppression d'emplois et sans déplacement de personnels. Une promesse qui sonne comme la précédente, et que l'on rappelle : « on ne fusionnera pas les ESI ».

Or, une opération analogue se déroule actuellement à Strasbourg. Les restructurations prévues pour le 1^{er} janvier 2017 conduisent à des déplacements et regroupements significatifs de personnels, à l'inverse des propos rassurants tenus auparavant. Comment avaliser des conditions de travail dégradées, des changements professionnels forcés et surtout des mensonges éhontés ?

Parce que c'est ce qui va se passer dans le Rhône. Le tripatouillage a déjà commencé et n'augure rien de convenable : le service PAMELA a perdu du jour au lendemain son IDIV responsable, appelé pendant 9 mois à d'autres fonctions au bénéfice exclusif de l'ESI de Grenoble. Bizarre comme pratique. Pendant ce temps, les agents du PAMELA concernés devront gérer seuls, et en plus de leurs tâches techniques, tous les rapports avec l'administration centrale et c'est loin d'être simple.

Les agents sont évidemment touchés d'être considérés comme négligeables alors que leur mission avait été qualifiée de « stratégique » il y a peu. Ils sont perplexes devant la communication du chef d'ESI, sommé de justifier l'injustifiable avec des explications maladroites et embarrassées.

Devinez un peu le moment venu comment sera reclassé un pôle sans hiérarchie... Pourtant, promesse a été faite : A l'image de cet épisode parmi tant d'autres, il est impossible d'envisager d'autres formes que le refus systématique. La folie réformatrice tombe ça et là et n'émeut qu'aux endroits où frappe la foudre. Lequel sera le suivant à en faire les frais ?

Et surtout, en quoi un « oui, mais... » viendra améliorer le quotidien professionnel des agents devenus au choix des techniciens dépossédés et bridés, des singes savants presse-boutons, ou des marionnettes aux mains de décideurs locaux incompetents qui continuent d'agir sous l'effet d'une rancœur tenace... Rappelons juste que l'on a jamais entendu notre direction dire autre chose que « non » à la moindre de nos propositions...

Mais force est de reconnaître que les combats menés par la CGT n'ont pas tous connu des fins glorieuses. Bien des causes justes ont été perdues faute d'avoir su mobiliser pour créer ce fameux rapport de force qui permet de stopper la folie des statistiques et des tableaux de chiffres en tous sens.

Malgré les dangers, on n'arrive plus à toucher les individus qui se sentent écrasés par le système, prisonniers de leurs crédits et engagements divers, accaparés qu'ils sont à gérer l'immédiat avant toute autre chose...

Et quand la tourmente les gagnent, ils hèlent les syndicats en réclamant des résultats, et ne comprennent pas pourquoi leurs dossiers n'aboutissent pas. Bien sûr, personne ne veut travailler le dimanche, mais cela ne gêne pas les mêmes de faire leurs emplettes ce jour-là...

Ces problématiques nous atteindront bien plus tôt qu'on ne le pense. En attendant, je ne connais personne dans les services qui soit satisfait de son sort. Il n'y a plus d'embauches, plus de jeunesse pour redonner ce supplément de vigueur qui est absolument nécessaire. Je ne vois que des agents détachés, démotivés, voire en souffrance, tordus par une hiérarchie sûre du seul pouvoir dont elle dispose encore.

Les problèmes individuels se peuvent avoir de réponse que collective, sans quoi la séance de tir au pigeon n'est pas près de prendre fin. Si nous n'y mettons pas un terme, elle va s'amplifier. A bon entendeur...

Ca tombe bien : l'assemblée générale de la section a lieu le 8 mars 2017. On vous invite.

La galette ne fait pas recette

15H30 à l'ESI de Dijon en ce lundi 16 janvier de l'an 2017. La direction de la DISI REAB a convié ses sujets pour leur présenter ses vœux et leur offrir une part de galette pour mieux faire passer les coups assénés tout au long de l'année précédente. Sentant le vent venir (une mauvaise odeur traîne dans les couloirs dijonnais depuis plusieurs mois), ces personnes de haut rang ont essayé pendant toute la semaine précédente de rallier le maximum de participants. Que nenni. Une grande partie de ces disgraciés ne s'est pas inscrite pour participer à ces agapes.

Oh surprise !!! Contrairement à ce qu'on peut lire ici ou là, sur le site de la DISI REAB, dans les courriels ou entendre au cours de réunions où les responsables se félicitent des profondes modifications instaurées à Dijon au cours de l'année 2016 pour le bien et avec l'assentiment de ses manants, tout n'est-il donc pas si rose ?? Et maintenant, ces rustres ont le culot de faire part ouvertement de leur mécontentement !!! Quelle ingratitude tout de même vis-à-vis de leurs maîtres qui ne pensent qu'à leur bien.

Malgré tout, soyons justes pour finir. Appréhendant cette insatisfaction, la Direction a décidé d'apporter une réponse. Elle a supprimé la visite des bureaux et de leurs occupants prévue le lundi matin. A t-elle craint de faire face à la grogne de ces malappris ?